

*Face aux attaques brutales des capitalistes,  
face à la passivité et à la complicité des chefs de la « gauche » et des centrales syndicales*

## **Regrouper les travailleurs qui refusent de payer la crise et construire une alternative révolutionnaire**

### **Quel bilan du sommet européen des 8 et 9 décembre ?**

Mois après mois, la crise capitaliste mondiale s'approfondit. Les plans d'austérité succèdent aux plans d'austérité, les vagues de licenciements aux plans de restructuration, les attaques contre les travailleurs immigrés aux mises en cause des droits démocratiques. Pourtant, la tonalité dominante des grands médias et des dirigeants politiques en France consiste à faire croire que le plus dur serait passé. Est-ce vrai ?

### **Des appréciations divergentes**

Sans nier que « l'Europe [soit] encore très vulnérable et que les soubresauts [soient] jugés inéluctable », *Le Monde* soutient que le « pire est passé » (sous la plume d'Arnaud Leparmentier, le 10/12/2011). *Le Figaro* (du 09/12, sous la plume de Marie Visot) renchérit, parlant d'une « great night for Europe » (une formidable nuit pour l'Europe), expression qui aurait circulé dans les sommets de l'UE juste après le sommet. Cependant, Sarkozy lui-même, interrogé sur la capacité de l'accord à endiguer la crise, se montrait beaucoup plus prudent : « J'aimerais penser que cet accord va calmer les marchés... J'aimerais vous dire que je ne ferai plus de conférence de presse en pleine nuit... », a-t-il répondu, semblant plutôt croire le contraire. *Le Financial Times Deutschland* va dans le même sens, mais parle plus franchement : « Ce sommet s'est pourtant déroulé comme beaucoup d'autres sommets de crise par le passé : il y a eu des décisions sensées,

on a sorti les parapluies anti-crise et pour le reste on s'en remet au principe "espérance" : cette fois-ci, on va réussir à passer l'épreuve des marchés et des citoyens. Ce serait bien beau ! Malheureusement, il est très probable que la crise se poursuive, surtout dans les économies aux fondamentaux les plus dégradés, et qu'il faille à nouveau corriger le tir dans quelques mois. (...) En résumé : l'euro ne va pas disparaître, mais la crise n'est pas terminée. La note AAA pour la dette de la zone euro reste menacée. Il y aura un prochain sommet de crise, c'est certain. » (« Sauvetage de l'euro avec de gros dégâts collatéraux », 09/12). Mais Georges Ugeux, un banquier d'affaires tenant un blog pour *Le Monde*, est encore plus alarmiste : « Quand on dérive, les actions perdent toute cohérence. Il est important de travailler sur un projet de stabilisation à long terme de la zone Euro, voire de l'Union Européenne. Mais le forcing de la nuit du 10 au 11 décembre laisse pantois. Aboutir à un pseudo-accord qui divise ne justifie pas le battage médiatique de la "dernière chance". Le 16<sup>e</sup> sommet européen n'aura rien apporté à la solution de la crise européenne, comme ses 15 prédécesseurs. (...) Certes, l'Eurozone risque l'implosion, et doit être mise d'urgence sous contrôle. Comme chaque fois, on nous abreuve de rodomontades plus enflées les unes que les autres : l'euro est sauvé, c'est un sommet historique, les Britanniques sont les mauvais. En fait l'accord est très relatif. » Et après avoir montré toutes les limites de l'accord, il cite l'avis du *Wall Street Journal*, selon lequel « l'euro ne semble pas devoir être durablement soulagé par le résultat d'un sommet européen, très largement anticipé ; et les

investisseurs restent sceptiques sur le fait que l'accord atteint à Bruxelles mettra un terme à la crise de la dette dans la région », avant de conclure : « Est-il imaginable qu'un sommet européen puisse aboutir à des actions concrètes ? Après 16 exercices peu convaincants, on est en droit d'en douter. »

### **Un accord qui ne règle rien**

Il s'agit encore à ce stade d'un simple accord inter-gouvernemental. En clair, il n'a, même sur le plan purement juridique, aucune force contraignante. Les pays non membres de la zone euro ne se sont pas du tout engagés : « Les chefs d'État et de gouvernement de la Bulgarie, du Danemark, de la Hongrie, de la République tchèque, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Suède ont évoqué la possibilité de rejoindre ce processus après consultation de leur Parlement le cas échéant. » Sa transformation en traité en bonne et due forme suppose un processus de ratification très long (et dont l'aboutissement serait très hypothétique) par rapport à la vitesse à laquelle les soubresauts de la crise frappent l'UE. Cependant, le sens politique de la décision est clair : les mécanismes de contrôle accru sur les budgets des États en difficulté, dirigés contre les pays les plus faibles, et la mise en place de sanctions automatiques, prévue dans l'accord, servent à faire pression de façon accrue pour la mise en place de plans d'austérité. De plus, la volonté de passer à la prise de décision à la majorité qualifiée, en donnant un droit de veto de fait à la France et à l'Allemagne, va dans le sens d'une aggravation de la semi-colonisation des pays les plus faibles. Mais il serait compliqué d'appliquer les sanctions à la lettre, car il serait absurde, du point de vue de ceux qui veulent

éviter le défaut de paiement d'un pays au bord de la faillite pour éviter l'explosion de la zone euro, d'aggraver sa situation par des sanctions. La menace ne fera donc peur à personne. De plus, sur la question principale, l'augmentation réelle des ressources du fond de stabilité, les décisions sont repoussées à mars 2011. Un accord de principe a été donné pour qu'à cette date ses moyens soient portés à 500 milliards d'euros, mais même cette concession verbale de Merkel a été vertement critiquée en Allemagne comme irresponsable; selon le *Financial Times Deutschland*, Merkel a même affirmé lors d'une réunion de parlementaires de la CDU (droite allemande) qu'en réalité elle était contre une telle augmentation — information qui a immédiatement fait baisser les marchés... En effet, le poids supporté par l'Allemagne dans ce fonds est proportionnellement le plus lourd. Enfin, le sommet a obtenu le choix de la BCE de faire des prêts aux banques de façon continue au taux d'1%. Cependant, cela ne peut qu'éviter une crise de liquidités, mais non résoudre les problèmes de solvabilité. Sarkozy a accepté de reconnaître, comme l'exigeait Merkel, que faire fonctionner la planche à billets de la BCE ne pouvait être un moyen de résoudre la crise.

Bref, aucun saut qualitatif n'a été accompli au sommet. À moins que le veto de la Grande-Bretagne, tenue à l'écart par tous les autres, ne doive être lu comme le premier pas dans la désintégration de l'UE. Le chef économiste de Standard & Poor's pour l'Europe, Jean-Michel Six, estime que le sommet pourrait viser à préparer les conditions d'une transformation de la BCE en prêteur en dernier ressort, acte qui permettrait de contenir la crise de la dette, mais reviendrait à faire payer la crise aux travailleurs sous une autre forme, l'inflation. Mais, pour le moment, les agences de notation ont annoncé maintenir leur perspective négative sur la note des dettes de tous les États de la zone euro, Allemagne incluse. Moody's a réagi au sommet en déclarant: «*Le communiqué des chefs d'État et de gouvernement offre peu de nouvelles mesures, donc cela ne*

*change pas notre analyse : la menace sur la cohésion de la zone euro grandit et elle reste exposée à des chocs futurs.* »

### **Nouveaux plans d'austérité et menace d'explosion de la zone euro**

En tout cas, les gouvernements, représentants les intérêts des différentes bourgeoisies européennes, retrouvent tous parfaitement d'accord pour faire payer la crise aux travailleurs. C'est pourquoi partout sont annoncés ou en préparation de nouveaux plans d'austérité. En effet, pour relancer la machine, les capitalistes doivent réussir à relever le taux profit. Cela suppose d'imposer une brutale baisse du niveau de vie aux travailleurs, mais aussi de provoquer la faillite des entreprises les plus fragiles, tout en tentant d'éviter des faillites en chaîne. Bref, une équation très délicate à réussir. Cela est d'autant plus difficile que la crise de la dette continue à se développer. Elle frappe la zone euro de façon particulièrement brutale, car l'UE n'est pas un État, mais reste traversée par de fortes contradictions entre les États qui la composent. En effet, d'une part, le principe même des traités régissant l'UE est qu'il n'y a aucune solidarité financière entre les pays (contrairement à ce qui vaut pour les différents États qui constituent les États-Unis d'Amérique); d'autre part, il n'y a pas de gouvernement économique unique; enfin, tout l'édifice repose sur des économies encore largement divergentes. C'est pourquoi ces pays sont fortement exposés à la spéculation contre leur dette, phénomène qui n'est pas un excès corrigé du capitalisme, mais l'expression de la logique même de son fonctionnement: les capitaux se placent de façon à maximiser leur profit.

**Les banquiers à la tête des gouvernements d'union nationale : c'est une poignée de capitalistes qui décide, même pas les électeurs**

La gravité de la crise s'exprime aussi dans la manière dont la bourgeoisie gère ses affaires. En Grèce, elle a jugé usée la solution d'un gouvernement dirigé par de prétendus socialistes; elle n'a pas estimé un gouvernement d'union nationale suffisant en lui-même pour redresser la situation; elle a dû aller jusqu'à un gouvernement dont les principaux ministres sont des agents directs du capital financier et non ses représentants politiques habituels. De même, en Italie, la bourgeoisie a débarqué Berlusconi, pourtant lui-même un puissant capitaliste, pour le remplacer à son tour par un banquier et ancien dirigeant de l'Union européenne. Il apparaît au grand jour que le programme des gouvernements est écrit dans les conseils d'administration des grandes banques, où se retrouvent tous les grands capitalistes, qu'ils appartiennent eux-mêmes au secteur proprement financier ou au secteur industriel, vu que, depuis longtemps, le capital bancaire et le capital industriel ont fusionné pour donner naissance au capital financier. Peu à peu, la « démocratie » qu'on nous vante tant comme un succès du capitalisme apparaît pour ce qu'elle est en vérité: la dictature du capital. Les élections ne sont l'occasion pour les travailleurs que de choisir quel sera le bourreau parmi les différents représentants capitalistes. Car tous ces gouvernements directs des marchés ne peuvent se mettre en place que parce qu'ils reçoivent le soutien de la plupart des partis politiques, lesquels manifestent ainsi quels sont leurs vrais maîtres: pas les travailleurs-électeurs, comme ils essayent de le leur faire croire, mais la poignée de capitalistes qui mène le monde. La Grèce est l'exemple le plus parlant, vu que sa situation est la plus désespérée. Le gouvernement y intègre, aux côtés du PASOK (parti socialiste ouvrier grec) et le la Nouvelle Démocratie (droite), le parti d'extrême droite LAOS, qui a voté tous les plans d'austérité présenté depuis deux ans par le « socialiste » Papandréou. Les travailleurs de tous les pays d'Europe doivent en prendre bonne note: les discours de l'extrême droite contre

les immigrés ou l'Europe ne sont qu'un autre moyen pour justifier le paiement de la dette et l'austérité. Mais ils devraient aussi prendre bonne note du fait que, lorsque le pouvoir de la bourgeoisie est menacé, ceux qui poussent en temps habituels des cris d'orfraie contre l'extrême droite n'ont aucun mal à gouverner avec elle : quand le capital est en danger, les PS renoncent au prétendu « front républicain » contre l'extrême droite pour passer à l'union nationale avec tous les autres partis politiques au service du capital dans un gouvernement d'union nationale dirigé par un homme du capital financier.

### **Les prolétariats d'Europe ont montré leur puissance et leur disponibilité au combat.**

Les prolétariats d'Europe montrent chacun à leur tour toute leur puissance. Comme ils font tourner l'économie, ils peuvent la paralyser. Le prolétariat espagnol a paralysé le pays le 27/09/2010, cela a été au tour du prolétariat portugais le 24/11/2010 puis le 24/11/2011 ; le prolétariat grec a réalisé de nombreuses journées de grève interprofessionnelle massive, conduisant à la démission de Papandréou ; en France, les salariés ont mené une lutte très large de deux mois contre la réforme des retraites ; en Grande-Bretagne, les travailleurs de tous les services publics ont massivement fait grève le 30/11/2011, rejoints par un nombre significatif de travailleurs du privé ; en Belgique, le 02/12/2011, des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève et environ 80 000 ont manifesté. Mais ces journées d'action isolées ne peuvent permettre d'arrêter l'austérité, les licenciements et suppressions de postes, etc. On est en droit de se poser la question suivante : pourquoi les dirigeants syndicaux ne préparent-ils pas et n'appellent-ils pas à des mouvements de grève suffisamment puissants et longs pour gagner ? Pourquoi ne se donnent-ils pas l'objectif d'une grève générale pour virer les gouvernements au service de la bourgeoisie qui appliquent les mesures d'austérité qui brisent tant

de vies de travailleurs et de jeunes ? Selon certains, cela s'expliquerait par une prise en compte de la disposition réelle des travailleurs à se mobiliser, qui serait faible ; selon d'autres, il faudrait y voir la prudence dans la construction d'un rapport de forces. Mais la raison fondamentale est bien différente. Pour les chefs syndicaux, il s'agit simplement de trouver la meilleure solution au service du prétendu « intérêt général » car leur ralliement à l'« horizon indépassable » du capitalisme les contraint à proposer une politique qui en respecte les exigences, en l'occurrence la soi-disant nécessité de faire des sacrifices pour résoudre la crise.

### **... mais les chefs syndicaux veulent un pacte social pour sauver l'euro, au lieu d'un plan de mobilisation vers la grève générale pour sauver les travailleurs !**

C'est ce qu'écrivent les dirigeants des principales centrales syndicales d'Allemagne (Sommer pour le DGB), de France (Thibault pour la CGT et Chérèque pour la CFDT), d'Espagne (Toxo et Mendez pour l'Espagne), d'Italie (Camusso pour la CGIL) et de Belgique (Demelenne pour la FGTB et Rolin pour la CSC) dans une hallucinante tribune commune (mise en une sur le site de la CGT). Ils ne sont pas préoccupés par les coups qui s'abattent sur les salariés, mais par le risque de disparition de l'euro : « *Qui aurait pensé, il y a deux ans à peine, que tant de voix, parfois qualifiées, pourraient envisager une rupture de l'euro ? Un tel scénario, nous le savons, lui ferait perdre tout son sens, voire détruirait le projet européen lui-même qui constitue sans doute une des constructions politiques les plus importantes du XX<sup>e</sup> siècle.* » Pour ces gens-là, la mise en place de l'UE capitaliste, instrument des bourgeoisies d'Europe dans leur lutte sur le marché mondial et outil pour renforcer le poids des capitalistes de chaque pays face à leurs prolétaires respectifs, serait un grand pas en avant ! Face à cette situation, voici

leur approche générale : « *Le mouvement syndical européen ne défend pas une position partisane : nous cherchons à défendre l'intérêt général et à contribuer à la recherche de solutions à la très grave crise politique de l'UE.* » À force de fréquenter les palais présidentiels et les bureaux du patronat, ces grands dirigeants semblent avoir oublié qu'il n'y a pas d'intérêt commun entre le patron qui licencie et le travailleur licencié, entre le patron imposant le gel des salaires et le salarié n'arrivant plus à boucler la fin du mois, entre le patron qui emploie les sans-papiers la nuit tout en les pourchassant le jour et l'ensemble du prolétariat visé par ces attaques contre l'une de ses catégories. À force de fréquenter Merkel, Papandréou, Zapatero, Sarkozy et consorts, ils adoptent leurs objectifs, la réduction des déficits, tout en différant sur la méthode : « *Le syndicalisme européen, lui aussi, est vivement préoccupé par la stabilité des finances publiques. Mais on ne peut atteindre les objectifs de réduction des déficits et des dettes en anéantissant les économies.* » On pourrait leur retourner : mais comment pourrait-on satisfaire les revendications des travailleurs en continuant à payer la dette ?

Quelle est donc leur solution face à la crise ? Sur le plan économique, ils plaident pour « *l'émission d'euro-obligations et la transformation de la BCE en prêteur en dernier ressort* », la solution préconisée par certains capitalistes. Sur le plan politique, ils se prononcent pour une « véritable union », veulent pour y parvenir une révision des traités qui « *ne peut avoir pour seuls objectifs d'exercer une pression constante sur les budgets nationaux et le renforcement de l'austérité* », c'est-à-dire qu'il doit bien avoir cet objectif, mais aussi d'autres, comme celui d'y intégrer « *une dimension sociale* ». Bref, des plans de licenciements, du gel des salaires, des privatisations, des privations, soit, mais s'il vous plaît, avec un peu de pommade adoucissante. Comment y parvenir, car cela semble compliqué de faire avaler tout cela aux travailleurs ? Les chefs des syndicats font leurs offres

de service: « *Il faut établir un nouveau contrat social et économique avec la participation active des partenaires sociaux. Un contrat social européen novateur ayant comme grands chapitres, entre autres : l'emploi, les salaires – que les partenaires sociaux doivent négocier de façon autonome – les retraites, les allocations de chômage, l'éducation et la santé.* » Puisqu'ils prennent acte du fait que la crise signifie la destruction du pacte social des « Trente Glorieuses », concédé au sortir de la guerre par les bourgeoisies face à la menace de la révolution, ils proposent en fait aux patronats et à leurs gouvernements leur aide pour casser les conquêtes sociales, tout en les mettant en garde contre des situations où la « *cohésion sociale* » serait rompue, bref contre les risques de polarisation sociale difficile à contrôler comme en Grèce, pouvant à terme ouvrir la voie à des processus révolutionnaires, balayant les pouvoirs, comme en Tunisie, en Égypte, etc. C'est dans ce cadre que l'on comprend mieux pourquoi le gouvernement de Sarkozy peut en toute tranquillité, en France comme ailleurs, continuer à saigner les travailleurs.

## **Sarkozy-Fillon redoublent de coups contre les travailleurs... le PS, le Front de gauche PG/PCF et les chefs des syndicats laissent faire**

### **Budget d'austérité et attaques patronales**

Suite au plan d'austérité de 12 milliards d'euros au mois d'août, le gouvernement fait passer une nouvelle pilule amère de 8 milliards d'euros. Pour dégager les 190 milliards dédiés au remboursement de la « dette », à verser aux capitalistes qui ont prêté de l'argent à l'État, lequel s'est endetté dans le contexte de crise rampante précisément parce qu'il a abaissé l'imposition des mêmes capitalistes et leur a offert des montagnes de subventions sous diverses formes (exonérations de charges, marchés publics, etc.), ce sont à nouveau les travailleurs qui payent l'essentiel de la facture : plus de 30 000 postes

supprimés dans la fonction publique (dont 17 000 dans l'Éducation Nationale), gel du point d'indice pour tous les fonctionnaires (donc baisse du pouvoir d'achat, vu que les prix augmentent), instauration d'un jour de délai de carence pour les fonctionnaires en cas de maladie, baisse de divers remboursements de la Sécurité Sociale (indemnité journalière de maladie, médicaments, exigence de réduction des prescriptions...), accélération de l'application de la réforme des retraites, etc. Le pouvoir cherche à fractionner les attaques pour éviter une riposte globale. Dans le privé, les plans de licenciements continuent, mais se heurtent en plusieurs lieux à une résistance des travailleurs, malheureusement dispersée et sans perspective. Pourquoi ?

### **La riposte des chefs syndicaux face aux attaques du patronat et de Sarkozy : rassemblements dispersés pour « interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprise »**

L'attitude des dirigeants syndicaux aide bien le patronat et le gouvernement. Ces derniers, comme on vient de le montrer, partagent pour l'essentiel les objectifs des dirigeants capitalistes. Ils ne veulent donc surtout pas appeler les travailleurs à se mobiliser contre le budget d'austérité, ni centraliser leurs luttes contre les licenciements, ce qui pourrait contribuer non seulement à déstabiliser l'actuel gouvernement, mais aussi risquer de préparer une accession au pouvoir plus difficile pour son successeur. La bande des cinq (CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires) a décidé une campagne de mobilisation et d'information, en décembre, pour protester contre l'austérité du gouvernement. La CFDT et la CFE-CGC ont décliné cette perspective et ne se sont même pas rendues à la réunion. Quant à FO, bien que participante, après avoir proposé une journée de grève interprofessionnelle qui a été rejetée, elle a acté le refus et quitté la réunion. L'axe de cette campagne consiste à « *interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la*

*période du 1er au 15 décembre* ». Elle affirme ainsi « *agir ensemble pour s'opposer* » aux « *plans d'austérité et de rigueur décidés et imposés par le gouvernement* » et assure que « *le 13 décembre sera un temps fort de mobilisations interprofessionnelles, notamment avec des rassemblements* ». Chacun comprend que des « *interpellations* » et des « *rassemblements* » ne vont pas ébranler la détermination du patronat, de son gouvernement et de ses députés. Alors, quel objectif principal poursuivent les chefs des syndicats avec cet appel ? D'un part, ils ne peuvent pas ne pas faire un minimum semblant de protester s'ils ne veulent pas perdre absolument toute crédibilité auprès des travailleurs. D'autre part, il est assez évident qu'ils sont en fait en train de préparer la campagne pour l'élection du candidat du PS, François Hollande : l'interpellation des députés a précisément pour fonction de dénoncer les méchants députés de l'UMP qui vont voter ce budget et de valoriser les gentils députés PS qui vont voter contre. Pourtant, chacun sait aussi qu'Hollande et le PS prépare, comme Papandréou, Zapatero et Socrates l'ont déjà fait, des budgets d'austérité aussi brutaux, comme il l'a officiellement annoncé en prétendant « *donner du sens à la rigueur* » !

### **Pour que la colère s'exprime, il faut des revendications claires et un plan de mobilisation sérieux**

Les chefs syndicaux tentent de se dédouaner en accusant les travailleurs de ne pas être prêts à se mobiliser. Pour la CFDT, « *il faut se donner du temps pour tenter de toucher le maximum de personnes et pas faire ça sur une seule journée* ». Pour l'UNSA, l'intersyndicale n'a pas appelé à la grève parce que « *les salariés n'y sont pas prêts* » et qu'il faut donc d'organiser « *une vraie journée d'explication auprès des salariés* ». La CGT, toute honte bue, estime qu'avec ces actions, « *le syndicalisme a décidé de relever le défi* » et que le texte adopté montre « *la volonté de s'inscrire dans un processus d'action* » ; mais n'ayant

pas perdu tout esprit elle nous révèle « *qu'on n'est pas à l'abri d'autres mesures* ». Quant à la FSU, elle essaye de vendre le pitoyable 13 décembre comme « *la première étape qui permettra de construire le mouvement nécessaire contre le rouleau compresseur du gouvernement* ». Solidaires, souvent présenté comme une organisation radicale, se borne à affirmer qu'« *il faut absolument montrer aux salariés qu'il n'y a pas de fatalité* ». FO critique le texte de l'intersyndicale, en disant qu'il n'était « *pas possible pour FO de s'associer à un texte qui ne demande pas l'abandon des mesures des plans d'austérité, qui ne dit rien contre l'accélération de la contre-réforme des retraites et qui ne dit rien sur la dictature de la dette* », mais ne propose aucune alternative. En fait, n'en déplaise à ces chefs syndicaux, la colère commence à monter parmi les travailleurs, comme le montre le nombre important de grèves toute cette année, notamment dans les entreprises. Mais pour qu'elle puisse s'exprimer, il faudrait proposer aux travailleurs et aux travailleuses des objectifs qu'ils et elles puissent faire leurs : non pas sauver l'euro, payer la dette autrement ou encore trouver un pacte social rénové, mais défendre leurs emplois, leurs salaires, leurs statuts, leurs conditions de travail contre la barbarie capitaliste. Or cela implique d'offrir en même temps, des perspectives de victoire avec un plan de lutte sérieux, axé sur l'objectif de la grève générale.

Quant aux partis de « gauche », ils ne font pas mieux. En paroles, ils sont contre le budget d'austérité de Sarkozy-Fillon. C'est pourquoi le NPA les a invités à juste titre, ainsi que les syndicats, à une réunion pour discuter des initiatives unitaires qui pourraient prises pour lutter contre ce budget. En vain. Seule Alternative Libertaire s'est déplacée. Le PS, le PG, le PCF ne semblent pas avoir envie de passer des paroles aux actes. Ils préfèrent chercher à semer parmi les masses l'illusion que les élections, présidentielle et législatives, seraient la solution aux souffrances qu'elle endurent. Pourtant, non seulement les travailleurs et travailleuses n'ont jamais rien gagné par les seules

élections, mais en outre l'UMP, le PS et EELV, tout comme bien sûr le FN ne présentent que différentes variantes capitalistes pour faire payer la crise aux prolétaires. Quant aux prétendues solutions réformistes du PCF et du PG, elles sont à la fois vaines pour mettre fin à la crise et subordonnées à leur objectif de faire simplement pression sur le probable prochain gouvernement du PS — voire d'y participer.

### **Sarkozy, Hollande, Joly, Bayrou : les dociles exécutants des ordres d'une poignée de capitalistes**

La meilleure preuve que, pour l'essentiel, les programmes de tous ces partis sont compatibles, c'est l'existence ou la mise en place, un peu partout en Europe, de gouvernements d'union nationale. Cela a été le cas en Allemagne où la CDU et le SPD ont gouverné ensemble de 2005 à 2009, c'est le cas en Italie où tous les partis ont voté la confiance au gouvernement sauf la Ligue du Nord (donc le parti de Berlusconi avec celui de Prodi), c'est le cas en Grèce où cohabitent le PASOK, la Nouvelle démocratie (ND, droite) et l'extrême droite.

### **Sarkozy : le candidat à la poursuite de la saignée engagée depuis cinq ans**

Sarkozy, candidat à sa réélection, ainsi que son parti, l'UMP, annoncent la poursuite et l'accélération de sa politique de destruction des conquêtes sociales, de chasse aux travailleurs immigrés, d'agressions impérialistes, etc. Une partie de l'UMP cherche à justifier idéologiquement cette politique en entonnant la petite musique des « privilégiés d'en haut » et des « privilégiés d'en bas ». C'est ainsi par exemple qu'ils essayent de légitimer les mesures réduisant les remboursements de médicaments et l'instauration d'un jour de carence pour les arrêts maladie dans la Fonction Publique. Mais les chiffres sont sans appel. Le trou de la Sécurité Sociale n'a rien à voir avec des travailleurs qui prendraient des arrêts maladie injustifiés aux yeux

des comptables de la Sécu désignés par le gouvernement. Il repose d'abord sur la fraude patronale jamais dénoncée par ces ~~messieurs~~ ceux qui prétendent pourfendre tous les « profiteurs ». Ainsi, selon les chiffres officiels, les fraudes de la part d'assurés sociaux représenteraient entre 0,5 et 0,8 milliards d'euros, quand le montant des fraudes patronales s'élèverait quant à lui entre 7 et 15 milliards. Il repose ensuite sur les gigantesques exonérations de cotisations accordés au patronat, aux alentours de 30 milliards d'euros cette année, dont seule une partie est compensée. De même que les grands groupes du CAC 40 ont dégagé environ 80 milliards de profits, mais ont été imposés pour une somme dérisoire, voire n'ont pas payé d'impôt comme Total, malgré ses 10 milliards de profits. Pendant ce temps-là, les travailleurs et travailleuses, du privé comme du public, sont écrasés sous les impôts directs et surtout indirects (TVA, TIPP, etc). Il n'y a pas de « privilégiés d'en bas », mais des exploités-e-s, et des « privilégiés d'en haut », les exploités et leurs valets.

### **Hollande : un opposant « socialiste » qui promet plus de rigueur**

Hollande se borne pour l'essentiel à dénoncer le méchant Sarkozy. Mais, vu qu'en même temps il affirme qu'il faut payer la dette et qu'il annonce un plan de 50 milliards d'euros pour réduire les déficits, on voit mal comment il pourrait mener une politique très différente. D'ailleurs, lors de la présentation du budget, le PS n'a pas proposé, par exemple, d'annuler toutes les suppressions de postes prévues dans la fonction publique, ni d'imposer lourdement Total, PSA, la BNP, Bouygues, etc., ni de prendre des mesures pour stopper les licenciements dans le privé. Hollande est même revenu sur l'engagement du PS de rétablir l'âge légal de la retraite à 60 ans : pour lui, ce droit ne devrait valoir que pour celles et ceux qui ont commencé à travailler avant 18 ans !

Bien sûr, beaucoup de travailleurs, travailleuses et jeunes, par haine de Sarkozy, voteront pour

Hollande, quoique sans le moindre enthousiasme. Mais il ne faut pas se faire la moindre illusion sur les intérêts représentés par la candidature du PS : ceux de la bourgeoisie. Le patronat espère avoir ainsi un homme neuf, ayant un vernis social, de bonnes relations avec les chefs syndicaux, mieux à même de faire passer les plans d'austérité nécessaires au sauvetage des capitalistes que le trop grillé Sarkozy. En réalité, on ne gagne jamais rien que par la lutte.

### **Joly : l'écologie soluble dans un groupe parlementaire**

EELV ne défend pas d'orientation substantiellement différente du PS sur le plan économique. Sa différence officielle, c'est son souci pour l'écologie. L'histoire de l'accord électoral entre le PS et EELV a confirmé qu'on ne pouvait pas défendre sérieusement l'écologie sans être aussi anticapitaliste. EELV avait déjà renoncé à la sortie du nucléaire en dix ans, pourtant possible et nécessaire. Mais pour obtenir assez de députés pour former un groupe parlementaire, chose impossible sans le soutien du PS, EELV a dû renoncer à presque tout : pas de sortie du nucléaire même à moyen terme, pas d'arrêt des réacteurs fonctionnant au MOX, pas d'arrêt de l'EPR de Flamanville qui absorbe pourtant une quantité énorme d'investissements qui pourraient permettre de faire progresser à grande vitesse les technologies dans le domaine de l'énergie renouvelable. Le PS a subi la pression d'Areva, grand groupe capitaliste, qui s'apprête à supprimer 2500 emplois, pour renoncer encore à quelques virgules fâcheuse et, en bon parti du capital, s'est aussitôt exécuté. EELV a validé cette attitude en apposant sa signature au bas de l'accord.

### **Bayrou : l'austérité anti-ouvrière auréolée d'éthique**

Quant à Bayrou, il n'a rien d'original à proposer. Il veut lui aussi l'austérité et il se met à défendre lui aussi le « consommons français ». Il agrémente le tout d'un peu de morale chrétienne et cherche à profiter de sa situation de relative

marginalisation depuis les présidentielles de 2007, qui peut contribuer à le faire apparaître dans l'électorat comme un homme intègre, ayant des convictions et qui ne se vend pas pour un plat de lentilles. Mais ce n'est pas avec quelques gouttes d'éthique dans la barbarie capitaliste que l'on peut résoudre la crise d'une façon favorable aux travailleurs. En outre, il est fort probable que cet homme qui est tout autant Sarko-compatible que Hollande-compatible (lequel vient de lui offrir une place dans son futur gouvernement à condition qu'il appelle à voter Hollande au 2<sup>e</sup> tour) cèdera cette fois-ci aux sirènes des uns ou des autres, car pour garder des soutiens, encore faut-il avoir des postes à leur offrir un jour ou l'autre.

### **Le Pen : une prétendue candidate des « oubliés » qui tente de détourner la colère des travailleurs vers la haine des étrangers... tout en étant elle aussi pour le paiement de la dette et en refusant de se prononcer pour la hausse du SMIC**

Quant à Marine Le Pen, elle cherche à convaincre les travailleurs, travailleuses et jeunes que la politique du FN serait la mieux à même de les tirer de la crise. Elle s'appuie pour cela sur le fait que le FN a toujours combattu l'Union Européenne et l'euro. Mais ce ne sont pas les causes de la crise. La preuve : en Grande-Bretagne, qui ne fait pas partie de la zone euro, les plans d'austérité sont aussi durs qu'ailleurs (suppression de plus de 230 000 postes dans le public, passage progressif de la retraite à 67 ans, hausse des cotisations de 3%, réduction de la base de calcul de la retraite, licenciements dans le privé, etc.). Le fond de la crise, c'est la baisse du taux de profit ; la seule façon de le rétablir, c'est l'austérité à outrance, avec le rabaissement brutal du niveau de vie des exploités-e-s. Bref, la cause de la crise, c'est la logique absurde du capitalisme lui-même, auquel Le Pen ne veut pas toucher. La monnaie unique sans État unique

ne fait que l'accélérer et l'aggraver. Sortir de l'euro sans sortir du capitalisme n'arrangerait pas la situation des travailleurs. Car il faudrait continuer à payer la dette. D'ailleurs, le FN ne cache pas son accord « pour retrouver l'équilibre budgétaire en 2013 », comme tous les autres partis au service du patronat, dont il cherche tant à se distinguer. De même, interrogée au journal de 20h, elle a refusé de se prononcer pour la hausse du SMIC, dont des millions de travailleurs ont d'urgence besoin, mais à laquelle les patrons sont hostiles.

Bref, Le Pen est bien une candidate défendant des intérêts patronaux. Mais son rôle particulier dans la bande des capitalistes, c'est de mettre un zèle tout particulier à essayer de détourner la colère des travailleurs du patronat français et de son gouvernement, vers les étrangers, les autres gouvernements et l'UE. Dans le même temps, elle cherche à mettre une partie des travailleurs à la remorque des patrons les plus attardés et réactionnaires dans la logique du « produisons français, consommons français » — logique qui commence à être dangereusement reprise aujourd'hui par les autres partis de la bourgeoisie, à droite comme à « gauche ».

### **Mélenchon, une fausse alternative : ses promesses sont irréalistes, car il veut payer la dette et refuse de sortir du capitalisme, et même pas crédibles, car le Front de gauche compte bien soutenir un gouvernement PS**

Sur le papier, le programme du Front de Gauche comprend beaucoup de promesses alléchantes : un SMIC à 1700 euros bruts, puis 1700 euros nets, l'arrêt de la RGPP (Révision générale des politiques publiques), la titularisation de tous les précaires de la Fonction Publique, le remboursement à 100% des dépenses de santé, le blocage des loyers, une hausse des impôts sur les entreprises et les riches, etc.

Cependant, on peut se demander comment il va les financer, vu que, dans le même temps, il reconnaît, avec quelques contorsions verbales, qu'il va continuer à payer la dette. «*Nous agissons pour le réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêts les concernant et leur annulation partielle. Nous exigerons des moratoires et des audits sous contrôle citoyen* » (*Front de Gauche-Programme populaire et partagé*, p. 31). Or, si la dette n'est que partiellement annulée, cela signifie qu'elle est largement payée. En outre, le Front de Gauche n'explique pas un instant comment il affronterait la réaction capitaliste face à un simple moratoire, la fuite des capitaux, à la démultiplication de la spéculation, etc.

En effet, ce n'est pas nécessaire, car il n'a en réalité pas l'intention d'un tel affrontement. Son projet est essentiellement celui exposé par les dirigeants syndicaux européens : transformer la BCE en prêteur en dernier ressort (faire fonctionner la planche à billets) et créer des euro-obligations. Bref, il s'agit d'une autre solution capitaliste à la crise. Comme tous les autres, elle revient à faire payer les travailleurs, quoique par un autre biais, celui de l'inflation. Enfin, le Front de gauche ne conçoit pas d'appliquer ses propositions autrement que par sa participation aux institutions et, comme il sait bien que Mélenchon ne sera pas élu président en 2012, il prévoit clairement d'apporter au PS un soutien au moins parlementaire, peut-être un peu critique, voire de participer à un gouvernement de François Hollande à certaines conditions.

**Populariser un programme de transition face à la crise pour unifier les luttes et développer la conscience que seul un gouvernement des travailleurs pourra l'appliquer**

L'approfondissement de la crise et le durcissement des attaques patronales conduiront tôt ou tard à

des explosions de révolte des exploité-e-s et des opprimé-e-s, comme on vient d'en voir les premières, en Tunisie, en Égypte, dans le reste du monde arabe et, à un moindre niveau, en Grèce. Que des soulèvements de ce type aient lieu ne dépend pas fondamentalement de tel ou tel parti. En revanche, c'est de l'activité politique menée pendant la période préparatoire que dépend la capacité du parti à influencer le mouvement de masses lorsqu'il est engagé, à l'aider à s'auto-organiser, à se fixer des objectifs politiques. Dans ces premiers soulèvements nés de la crise, on a vu que les masses savaient de quoi elles ne voulaient plus, mais pas encore ce qu'elles voulaient mettre à la place. C'est donc une perspective claire, anticapitaliste donc révolutionnaire, indépendante de la gauche réformiste et des bureaucraties syndicales, que nous devons tracer pendant cette campagne électorale.

C'est pourquoi l'orientation de la direction du NPA ne nous convient pas : ses confusions politiques et son parasindicalisme empêchent que notre parti soit un instrument réellement utile pour les milliers de travailleurs, travailleuses et jeunes qui veulent se battre, qu'il puisse de nouveau les attirer. Bien évidemment, nous combattons plus encore l'orientation de la droite du parti, le courant Gauche anticapitaliste, qui voudrait subordonner notre orientation à une tactique d'interpellation du Front de gauche et des réformistes en général. Et nous participons activement à la campagne Poutou qui, malgré ses importantes limites programmatiques et stratégiques, a le mérite de chercher à exprimer de façon authentique la colère des exploités et des opprimés, le soutien aux luttes et l'idée que la solution à la crise pour les travailleurs ne peut venir d'aucun sauveur suprême, mais seulement d'eux-mêmes, de leur organisation et de leur mobilisation collective.

Nous devons montrer que nous sommes à l'avant-garde de la lutte contre l'austérité en proposant aux partis et aux syndicats des ripostes unitaires sur des mots d'ordre communs, à commencer par la

mobilisation contre le budget d'austérité de Sarkozy-Fillon. Dans le meilleur des cas, cela peut contribuer à la mobilisation des masses ; au minimum, cela permet de montrer aux travailleurs encore hésitants que les partis qui refusent le combat pour rompre avec le capitalisme ne peuvent que faire payer la facture aux travailleurs. Dans le même temps, nous devons dénoncer haut et fort les capitulations des chefs de la gauche et des dirigeants des grandes centrales syndicales, au lieu de nous taire comme le fait la direction du NPA, ce qui laisse les travailleurs mécontents de la politique des chefs syndicaux sans espoir, sans boussole et sans organisation pour se battre.

Enfin, nous devons populariser un programme de défense des travailleurs et des classes populaires face à l'offensive des classes dominantes et de leur État. Il articule les revendications immédiates avec l'exigence de l'interdiction des licenciements, l'annulation de la dette, l'expropriation sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs des banques et des groupes du CAC 40, notamment du secteur de l'énergie pour assurer la sortie du nucléaire en dix ans. Nous expliquons sans relâche que, pour mettre en œuvre ce programme que nous portons, il faudra un gouvernement des travailleurs, lié à des mobilisations de masse et à leur auto-organisation. Pour illustrer cette idée, nous nous appuyons sur toutes expériences les plus avancées de luttes exemplaires, auto-organisées, ainsi que des premières manifestations partielles de volonté d'auto-gestion ouvrière, qui montrent que les travailleurs peuvent produire et gérer sans patrons. Et c'est selon cette logique que nous intervenons dans les luttes, pour leur victoire et leur coordination.

Voilà les axes de la politique que la Tendance CLAIRE et ses sympathisant-e-s s'efforcent de rendre majoritaire au sein du NPA et que nous défendons auprès des travailleurs, travailleuses et jeunes.

**Antoni Mivani**